



PLAN « ÉQUITÉ » OU PLAN DE CULPABILISATION ?

MARSEILLE LE 24 JUIN 2026

LA CGT NE SERA PAS LA MARIONNETTE DE CE SYSTÈME !

Pendant des années, les personnels ont tenu les établissements à bout de bras.

Sous-effectifs chroniques.

Surpopulation carcérale record.

Heures supplémentaires qui explosent.

Comptes RHS qui s'accumulent sans perspective réelle de paiement.

Rappels incessants.

Conditions de travail dégradées.

Températures dépassant les 40°C dans certaines détentions pendant que les décisions se prennent dans des bureaux climatisés.

Et aujourd'hui, après avoir laissé pourrir la situation, l'administration voudrait nous faire croire que le problème, ce sont les agents ?

NON.

Le problème n'est pas l'agent épuisé.

Le problème est le système qui l'épuise.

Le problème n'est pas l'arrêt maladie.

Le problème est ce qui conduit à l'arrêt maladie.

Le problème n'est pas l'absentéisme.

Le problème est ce qui le provoque.

Comme le rappelle la CGT Pénitentiaire, l'absentéisme est souvent la conséquence visible des dysfonctionnements et non leur cause.

UNE LOGIQUE DE SANCTION DÉGUISÉE EN ACCOMPAGNEMENT

On nous parle d'« équité ».

On nous parle d'« accompagnement ».

On nous parle de « bienveillance ».

Mais derrière les mots se cache une réalité beaucoup moins reluisante :

Contrôles.

Indicateurs.

Entretiens.

Mise sous surveillance.

Dispositifs correctifs.

Pressions sur les agents en difficulté.

Comme l'a dénoncé la CGT PACA-Corse, ce plan repose essentiellement sur des mécanismes de contrôle et de sanction qui installent une logique de suspicion généralisée.

À force de chercher des coupables, l'administration refuse toujours de chercher les causes.

Pourtant, elles sont connues de tous.

TROIS ANS DE TRAVAIL BALAYÉS D'UN REVERS DE MAIN

Pendant près de trois ans, nous avons travaillé sur cette question.

Trois années de réunions.

Trois années d'échanges.

Trois années de propositions.

Trois années à porter la réalité du terrain.

Trois années à expliquer que la réponse passe par des effectifs suffisants, de meilleures conditions de travail, une véritable prévention des risques psychosociaux et une reconnaissance des personnels.

Et pour quel résultat ?

Un simple revers de main en CSA Interrégional.

Des années de travail balayées pour appliquer un dispositif importé de **la DISP de Paris**.

Alors pourquoi avoir réuni les organisations syndicales ?

Pourquoi avoir sollicité les représentants du personnel ?

Pourquoi avoir demandé aux acteurs de terrain de construire des solutions ?

Si la décision était déjà prise ?

À quoi sert le dialogue social lorsque les conclusions sont écrites avant même que les discussions ne commencent ?

Quand trois années de travail local sont effacées au profit d'un copier-coller administratif, ce n'est pas l'absentéisme qui est combattu.

C'est l'expertise du terrain qui est méprisée.

LES CAUSES, VOUS LES CONNAISSEZ DÉJÀ !

Vous connaissez les vacances de postes.

Vous connaissez les effectifs insuffisants.

Vous connaissez les détentions saturées.

Vous connaissez les violences.

Vous connaissez les rappels.

Vous connaissez l'explosion des heures supplémentaires.

Vous connaissez les risques psychosociaux.

Vous connaissez l'épuisement professionnel.

Vous connaissez la souffrance des personnels.

Alors pourquoi faire semblant de découvrir aujourd'hui les conséquences de choix que nous dénonçons depuis des années ?

MARSEILLE : LE RÉEL RATTRAPE DÉJÀ LES DISCOURS

Pendant que certains présentent ce plan comme une solution miracle, la réalité frappe déjà les établissements.

Au CP Marseille, plus de 125 agents sont absents.

L'été approche.

Les effectifs sont déjà sous tension.

Les personnels sont déjà à bout.

Tout le monde sait ce qui arrive.

Et pourtant, aucune réponse structurelle n'est apportée.

Toujours plus de missions.

Toujours plus de détenus.

Toujours moins de personnels.

Toujours moins de moyens.

ET LES PROMESSES ?

Nous n'avons pas oublié les engagements pris par l'ancien Directeur de l'Administration Pénitentiaire.

Nous n'avons pas oublié les promesses de renforcement.

Nous n'avons pas oublié les engagements sur les conditions de travail.

Mais chacun connaît le vieil adage :

Les promesses n'engagent souvent que ceux qui les écoutent.

Et lorsqu'un dirigeant s'en va, les promesses s'envolent avec lui.

Les personnels, eux, restent.

Et ils continuent à subir.

Aujourd'hui, nous voyons le résultat concret de ces renoncements.

Toujours moins d'effectifs.

Toujours plus de pression.

Toujours plus de contraintes imposées aux personnels.

CHEFS D'ÉTABLISSEMENT : JUSQU'OU ?

Cette situation ne concerne pas seulement les personnels.

Elle concerne également les chefs d'établissement.

Car chacun sait qu'à force de faire fonctionner des structures en sous-effectif permanent, les responsabilités deviennent de plus en plus lourdes.

À un moment donné, il faudra avoir le courage collectif de dire :

STOP.

STOP à la gestion permanente de la pénurie.

STOP aux dispositifs d'affichage.

STOP au transfert des responsabilités vers les agents.

STOP à la culpabilisation des personnels.

STOP à cette mascarade qui consiste à demander toujours plus à des personnels qui ont déjà tout donné.

Car n'oublions pas une chose essentielle :

Les chefs d'établissement ont également une responsabilité en matière de santé, de sécurité et de protection des personnels placés sous leur autorité.

Car la santé et la sécurité au travail ne sont pas des variables d'ajustement budgétaire.

LA CGT REFUSE D'ÊTRE COMPLICE

D'autres choisiront peut-être d'accompagner ces dispositifs.

D'autres choisiront peut-être d'en discuter les modalités.

D'autres choisiront peut-être de gérer la pénurie.

Ce n'est pas notre conception du syndicalisme.

La CGT ne sera pas la courroie de transmission de décisions déjà prises.

La CGT ne participera pas à la culpabilisation des personnels.

La CGT ne sera jamais la marionnette d'un système qui broie les agents puis leur reproche de tomber.

Notre rôle n'est pas d'aider l'administration à rendre ses échecs acceptables.

Notre rôle est d'obtenir les moyens nécessaires pour que les missions puissent être exercées dans des conditions dignes et sécurisées.

LA VRAIE SOLUTION

- ✓ Recrutements massifs et pérennes.
- ✓ Conditions de travail dignes.
- ✓ Paiement des heures dues.
- ✓ Lutte contre la surpopulation carcérale.
- ✓ Prévention réelle des risques psychosociaux.
- ✓ Respect des personnels.
- ✓ Respect de leur santé.

Parce qu'un agent n'est pas un chiffre.

Parce qu'un arrêt maladie n'est pas une faute.

Parce que la fatigue n'est pas une trahison.

Parce que lorsque tout un système craque, ce ne sont pas les agents qu'il faut réparer.

C'est le système qu'il faut changer.

CGT PÉNITENTIAIRE PACA-CORSE

NI COGESTION DE LA PÉNURIE.

NI CULPABILISATION DES AGENTS.

NI MARIONNETTES.

Le bureau Régional PACA CORSE